



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Préfet des Côtes d'Armor

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS
PRÉVENTION DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX

Rapport à soumettre à l'avis du CODERST

Transmis le 11 septembre 2014

Dossier suivi par : JOURNAY Mickaël

Suivi administratif : THOMAS Pascale

IDENTIFICATION DU PETITIONNAIRE :

Nom ou raison sociale : **Monsieur le gérant EARL DE QUENEBLAYE**

Associé : MELEARD Julien Date de naissance : 25/01/1986

Associé : LE HEGARAT Pierre Date de naissance : 12/02/1956

Associé : LE HEGARAT Marie Noelle Date de naissance : 17/12/1954

Adresse : QUENEBLAYE - 22800 ST BRANDAN

N° de dossier : 2030-2

N° ICARE : 20041982

Type de dossier : Extension

Régime : Autorisation

Date de dépôt : ouvert le : 14/10/2013

Objet de la demande : Extension de l'élevage de porcs déjà autorisé à moins de 500m d'une pisciculture, construction de trois bâtiments, mise à jour du plan d'épandage et des volumes traités

ENQUETE PUBLIQUE : 24/04/2014 au 24/05/2014

SITUATION DE L'INSTALLATION :

N° EDE : 22277157

N° SIRET : 41119795700011

N° PACAGE : 022046200

IPPC : Oui

Siège B V Phosphore : retenue du gouet

Siège sur bassin versant : Gouët Barrage

Terres exploitées en propre sur Bassin Versant :

Année	Bassin du	Type BV	Surface
2011	Gouët Barrage	BV_Phosphore	11,54
2011	Gouët Barrage	BV_Ulves	11,54

Effectifs de l'élevage concernés par l'installation classée :

Site concerné	Type Animal	Autorisé	Aut Eq	Régularisé	Créé/Supprimé	Final	Equivalents
QUENEBLAYE - SAINT- BRANDAN	Place Maternité :	41	123	0	24	65	195
QUENEBLAYE - SAINT- BRANDAN	Place Gestantes :	219	657	0	61	280	840
QUENEBLAYE - SAINT- BRANDAN	Place Quarantaine :	14	14	0	0	14	14
QUENEBLAYE - SAINT- BRANDAN	Engraissement (30- 112 kg) biphase : Lisier	1954	1954	0	596	2550	2550
QUENEBLAYE - SAINT- BRANDAN	Post-sevrage (8-30 kg) biphase : Lisier	960	192	0	590	1550	310
Total			2940				3909

Nomenclature installations classées :

Nomenclature	Equivalents
2102-1-3660.c - Type : + de 2000 emplacements de porcs	
2102-2.a - Type : Porcins : +450 animaux équivalents	
Nomenclature article : 2102 - Type : Porcs	3909

Site(s) de l'exploitation :

Site Principal	Site	Commune	Canton	En ex-ZAC	En ex-ZES(seuil traitement à 20000kg)	En ZAR	Ancien Seuil traitement	Ancien Seuil épandage	Ancien Sous Plafond
oui	QUENEBLAYE	SAINT-BRANDAN	QUINTIN	oui	oui	oui	12500	75	40

Gestion des déjections :

*** Capacités de stockage :**

Capacités de stockage	Existante	Min. Règl.	Projetée	TOTAL	DUREE
Capacités des fosses à lisier	3054	2346	1462	4516	7,6
Capacités des fumières	0		0	0	

*** Plan d'épandage :**

Type exploitant	Nom Adresse	Surface totale	SPE Cultures	SPE Prairies	SPNE	SRD	Pétitionnaire	Prêteur	Autre	Pression Organique en P205 sur SRD	Pression Organique en N sur SAU
Demandeur	EARL DE QUENEBLAYE - QUENEBLAYE SAINT-BRANDAN	11,6	8,5	0	0	8,5	25677		- 25382	47	25
Prêteur	EARL DE POULFINTY - POULFINTY LANFAINS	94,7	54,6	20,3	10,5	85,4	2224	12259	0	78	153
Total							27901				

*** Traitement ou transfert :**

Traitement	Azote entrant	P2O5 entrant	Azote éliminé	P2O5 éliminé	Station	Azote export	P2O5 export	Convention
GIE DE LA PLAINE	26537	15369	0	0	DENITRAL			

*** Bilan sur l'exploitation du demandeur :**

	Azote	Phosphore
Réduction Biphase	5372	6296
Organique Produit	27901	16159
Modification mode production	0	0
Organique à Gérer	27901	16159
dont non maîtrisable	0	0
dont maîtrisable	27901	16159
Epandu chez des tiers	2224	1949
Azote échangé (import-export)	-25382	-13810
Transfert	0	0
Traitement	0	0
Reste exploitation	295	400
Reçu sur terres MAD	0	0
Pression organique sur SRD	35	47
Pression Organique sur SAU	25	34
Engrais minéral	1113	76

Total organique + minéral épandu	1408	476
Pression totale (210 N) sur SAU	121	41
Balance Globale sur SAU	-15	-21

Contexte de l'élevage :

* Distance par rapport aux tiers :

125m

* Distance par rapport aux points d'eau :

>35m

Avis des services :

* Avis des communes :

Communes	LIBELLE DECISION	AVIS COMMUNE
LANFAINS	Favorable	En sa séance du 22/05/14, émet un avis favorable.
QUINTIN	Favorable	En sa séance du 22/05/14, émet un avis favorable.
SAINT-BRANDAN	Favorable	En sa séance du 15/05/14, émet un avis favorable.

* Avis des services :

Service	Avis	Date Avis	Motivations
ARS		05/03/2014	Pas d'observation sur ce dossier.
AE		22/03/2014	N'a émis aucune observation se rapportant à ce dossier
Commissaire enquêteur	Favorable	10/06/2014	Emet un avis favorable.
DDTM	Réservé	05/02/2014	<p>AVIS DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER : concernant la protection des points d'eau publics :</p> <p>1-TERRITOIRE ET CONTRAINTES :</p> <p>Nom du BV : GOUET BV AV et BV P : Siège : oui surfaces : 11,5 ha BV C: Non BV R: Non P P C: Non</p> <p>Canton: QUINTIN Commune: St BRANDAN ZAC: Oui ZES: Oui SOT: 12 500 UN Plafond: 75 ha Sous plafond: 40 ha</p> <p>Il conviendra de veiller à la non dégradation de la pression d'azote par hectare en bassin versant algues vertes.</p> <p>2-NATURA 2000 : - Une parcelle (ilot n°12 de 2,77ha) du prêteur de terres EARL DE POULFINTY est situé dans la zone natura 2000 FR 5300037 "Cîme de Kerchouan, Forêt de Lorge, Landes de Lanfains". - L'étude d'incidence est présente et conclut à l'absence d'impact. L'ilot n°12 est exclu de tout épandage en provenance de l'EARL QUENEBLAYE (page 102 du dossier).</p> <p>3-LE PROJET : Il s'agit de la restructuration interne, par attribution d'azote, d'un élevage porcin autorisé au nom de l'EARL LE HEGARAT BOSHER par arrêté du 31 mai 2010 pour 41 places maternité, 219 places</p>

		<p>gestantes, 14 places quarantaine (213 reprod moyens), 960 places post sevrage (6 240 porcelets par an) et 1 954 places engraissement (6 000 charcutiers par an).</p> <p>La CDOA marge du 28 février 2012 a accordé 7 300 UN. Le changement d'exploitant a été réalisé le 7 février 2011.</p> <p>Après projet l'exploitation comptera 65 places maternité, 280 places gestantes, 14 places quarantaine (280 reprod moyens), 1 550 places post sevrage (porcelets par an) et 2 550 places engraissement (7 670 charcutiers par an).</p> <p>4-GESTION GLOBALE DES DEJECTIONS : L'exploitation produit 27 901 UN et 16 159 UP2O5 qui sont envoyé vers le GIE DE LA PLAINE.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 553 UN sont éliminées par le système de traitement du GIE (53 % de l'azote éliminé par le GIE). - 9 206 UN et 14 476 UP2O5, sous forme de refus de centrifugation, sont exporté par GIE (partie correspondant à l'EARL DE QUENEBLAYE). - 860 UN et 1 161 UP2O5 sous forme d'effluent peu chargé sont épandues chez l'EARL DE POULFINTY. - 1 364 UN et 790 UP2O5 sous forme de lisier brut sont épandues chez l'EARL DE POULFINTY. - 296 UN et 400 UP2O5 sous forme d'effluent peu chargé restent à épandre chez le pétitionnaire. <p>5-ANALYSE DES PRATIQUES AGRONOMIQUES PREVISIONNELLES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'analyse des PVEF (plan de valorisation des effluents d'élevage et de fertilisation des cultures) démontre que les exploitants sont en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation, compte tenu des assolements et rotations proposés. - Pour le PVEF de l'EARL DE POULFINTY : - Les SCH sont incohérents, on a 28 ha de céréale en année n et 39 en année n-1. En maïs on a 32 ha en année n et 20 ha en année n-1. - la pression au pâturage de 714 UGB /JPP traduit une sous estimation de l'azote maîtrisable à gérer sur les cultures, ou une pratique de surpâturage. Il conviendra de réajuster l'azote non maîtrisable/azote maîtrisable. <p>6-INDICATEUR GLOBAUX DES PRESSIONS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 26 UN orga et 121 UN orga+min par ha sur 11,6 ha de SAU et 56 UP2O5/ha sur 8,5 ha de SDN chez le pétitionnaire . BGA = -14,6. BGP = -20. - 152 UN orga et 195 UN orga+min par ha sur 94,7 ha de SAU et 77,6 UP2O5/ha sur 85,4 ha de SDN chez l'EARL DE POULFINTY. BGA = 4,7. BGP= - 1,7. <p>7-COMPLÉMENTS AGRONOMIQUES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les épandages prévus sur les céréales devront être effectifs. - Les rendements cohérents. - La production de matière sèche par UGB acceptable chez l'EARL DE POULFINTY. - Les soldes en azote après engrais sont acceptables. <p>AVIS DE LA D.D.T.M : FAVORABLE : Sous réserve de la non dégradation de la pression d'azote à l'hectare en BV AV et de revoir le PVEF de l'EARL DE POULFINTY.</p>
Enquête publique	Favorable	<p>M.BATTAS Christophe demeurant HENON, fait le point sur le projet des pétitionnaires et plus généralement sur l'élevage dans notre région.</p> <p>Il a écrit l'observation suivante : "projet d'avenir, cohérent, bien structuré, d'éleveurs qui s'inscrivent dans une démarche durable pour une activité agroalimentaire pérenne en Bretagne"</p>

AVIS DU SERVICE RAPPORTEUR AU CODERST

1 - HISTORIQUE

➤ 31/05/2010 : AP – Régularisation avec extension d'un élevage porcin pour une capacité maximale de 2940 PAE, avec dérogation d'épandage à moins de 500m d'une pisciculture, à moins de 100m des tiers les plus proches, suite à enquête publique au nom de l'EARL LE HEGARAT - BOSCHER.

2 - SITUATION AUTORISEE

L'installation est autorisée à exploiter un élevage porcin de 2 940 PAE réparties comme suit :

- 41 pl. maternité (123 PAE);
- 219 pl. gestantes-verraterie (657 PAE);
- 960 pl. post sevrage (192 PAE);
- 1 954 pl. engraissement (1 954 PAE);
- 14 pl. quarantaine (14 PAE).

Effectifs autorisés:

- Truies présentes : 213 ;
- Porcelets produits annuellement : 6240 ;
- Porcs charcutiers produits annuellement : 6 000.

L'exploitation produit 21785 UN et 12603 UP2O5 (5149 m3) sous forme de lisier brut.

90% des effluents produits par l'installation (4663m3, 19729 UN et 11414 UP2O5) sont dirigés vers une station de traitement des lisiers GIE DE LA PLAINE, située à 900m de l'élevage.

Le reste (2056 UN et 1189 UP2O5) est épandu sur les terres en propre et celles d'un prêteur de terres (EARL DE POULFINTY)

Après traitement :

- 5033 UN et 9968 UP2O5 sont exportées sous forme de co-produits via FERTIVAL
- Effluent :
 - o 1278 UN et 739 UP2O5 sont épandues sur les terres de l'EARL DE POULFINTY,
 - o 778 UN et 450 UP2O5 sont épandues sur les terres en propre du pétitionnaire.

3 - DEMANDE

La demande concerne la restructuration interne de l'atelier porcin avec une augmentation de 969 places Animaux équivalents suite à l'attribution de 7300 UN (accord CDOA DU 28/02/2012).

31- Restructuration du cheptel :

Après projet l'installation comptera 3909 PAE réparties comme suit :

- 65 pl. maternité (195 PAE);
- 280 pl. gestantes-verraterie (840 PAE);
- 1550 pl. post sevrage (310 PAE);
- 2 550 pl. engraissement (2 550 PAE);
- 14 pl. quarantaine (14 PAE).

Effectifs après projet :

- Truies présentes : 280 ;
- Porcelets produits annuellement : 7830 .
- Porcs charcutiers produits annuellement : 7670.

32- Restructuration des bâtiments :

Cette restructuration s'accompagnera de :

La déconstruction de 750 m² de bâtiments vétustes composés de 1274 places de PC dans la porcherie P1.

La construction de 3 bâtiments (2250m²) attenants ou en prolongation de bâtiments:

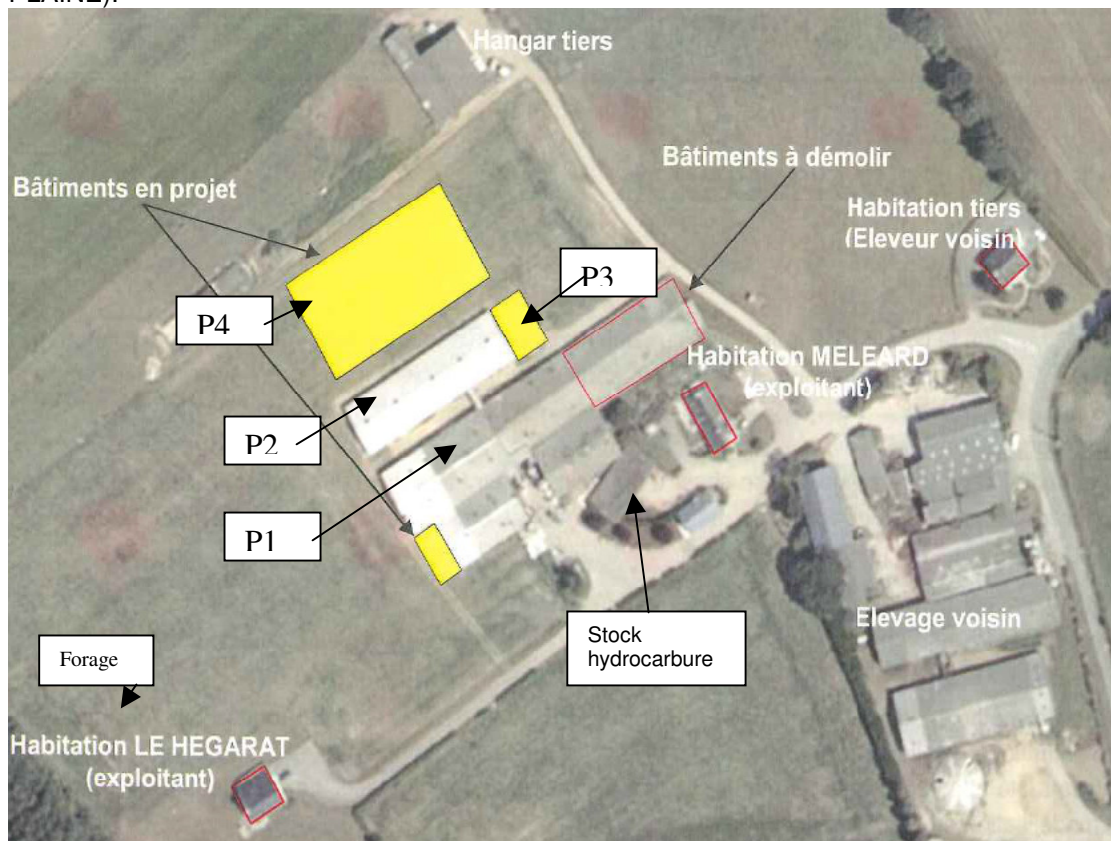
- EXTENSION Bâtiment P1 (+110 m2) – (+ 24 places maternité),
- EXTENSION Bâtiment P2 (+140 m2) – (+21 places gestantes-verraterie) ;
- CREATION du P5 (+ 1 968 m2) – (+1870 places engraissement);

33- Augmentation des capacités de stockage :

- ♦ de 1462m³ utiles de pré-fosses sous bâtiments . (Ht=1.20m)

34- Autres :

- Le réaménagement des bâtiments existants P1, P2;
- La mise en place d'une ventilation centralisée dans une nouvelle porcherie de 1870 places engraissement;
- La mise à jour du plan de gestion des déjections avec modification des flux traités par la station (GIE DE LA PLAINE).



Avant projet (2940 AE)	Après projet (3909 AE)
<p>P1 :</p> <p>Maternité 41places (123 AE) Quarantaine 6 places (6 AE) Post sevrage 960 places (192 AE) Engraissement 1954 places (1954 AE)</p> <p>P2</p> <p>Gestantes : 219 places (657 AE) Quarantaine : 8 places (8AE)</p>	<p>P1 :</p> <p>Maternité 41places (123 AE) Extension : +24 places maternité (+72 AE) Quarantaine 14 places (14 AE) Post sevrage 1550 places (310 AE) Engraissement 680 places (680 AE)</p> <p>P2 :</p> <p>Gestantes 230 places (690 AE)</p> <p>P3 (Extension) Gestantes 45 places (135 AE) Verrats 5 places (15 AE)</p> <p>P4 (extension) Engraissement 1870 places (1870 AE)</p>

→ Objectifs du pétitionnaire :

- Rationaliser son exploitation en conservant la maîtrise de l'ensemble des étapes d'élevage (naissieur engraisseur total ;
- Pérenniser l'exploitation par l'installation d'un JA;

- Amortir les investissements liés au traitement de l'azote et du phosphore des effluents;
- Respecter les exigences réglementaires en matière d'environnement : équilibre de la fertilisation
- Arrêt de castration.

4- CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

Monsieur et Madame LE HEGARAT souhaite transmettre leur exploitation à leur actuel associé Monsieur MELEARD Julien (Actuellement JA depuis 4 ans)

Monsieur et Madame LE HEGARAT ont acquis une solide expérience de plus de 35 années et ont su conduire le développement économique de leur activité d'éleveur.

Monsieur MELEARD est quant à lui titulaire d'un BEPA et BAC PRO agricole spécialisé dans l'élevage bovin et porcin.

4 - CAPACITE DE STOCKAGE - Transfert des effluents vers la station

Après projet, l'EARL DE QUENEBLAYE produira 7039 m3 /an de lisier brut. Les capacités de stockage seront de 4516 m3 ce qui permet une bonne gestion des effluents produits, étant considéré que l'installation transfère 5057m3/an de façon régulière ses effluents sur le site du GIE DE LA PLAINE. (Soit 7.7 mois de stockage physique sur l'installation)

5 - GESTION DES DEJECTIONS

L'installation produira 27901 UN et 16159 UP2O5 (7039 m3).

- ➔ Traitement de 6695m3 de lisier par le GIE ;
- ➔ 334m3 de lisier brut repris directement par le prêteur de terres.

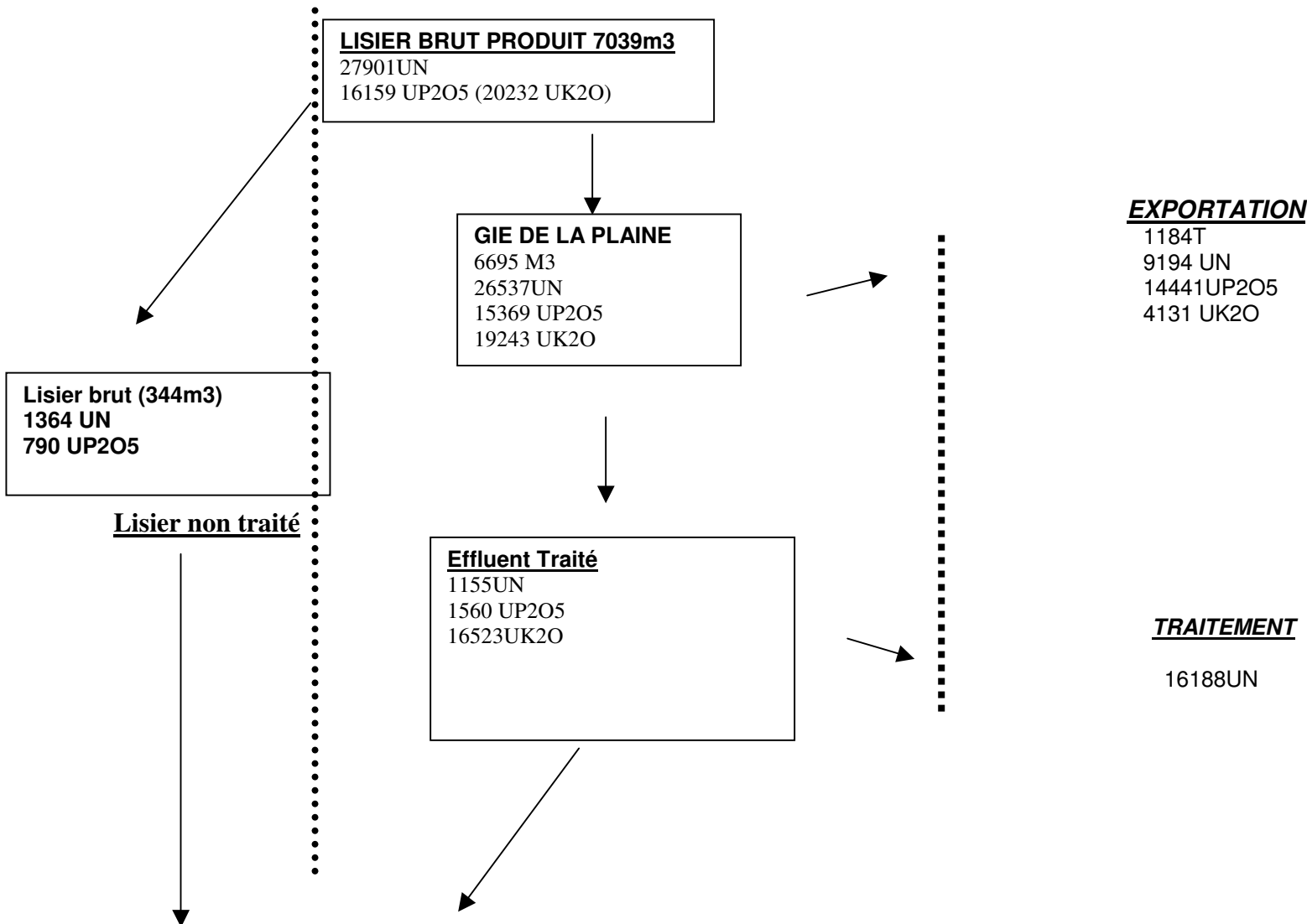
Après traitement, il restera:

- **Co produits solides : (EXPORT via le GIE)** : 9194 UN et 14441 UP2O5 sous forme de résidus organiques qui **seront exportées (co produits)**;

- **Effluents épendus:** 1155 UN et 1951 UP2O5 seront épandues sur les terres du plan de gestion des déjections.

- l'EARL DE POULFINTY (2224 UN/1951 UP2O5)
 - 1364 UN et 790 UP2O5 sous forme de **lisier brut** : (344m3),
 - 860UN et 1161 UP2O5 sous forme d'**effluent** : (4300m3),
- 296 UN et 400 UP2O5 sous forme d'**effluent traité** seront épandues sur les terres en propre du pétitionnaire (1482m3).

PROJET FINAL



Lisier non traité

PLAN D'EPANDAGE

	EARL POULFINTY	EARL QUENEBL AYE
Lisier brut	1364 UN 790 UP2O5 989 UK2O	0
Effluents traités	859 UN 1159 UP2O5 12282 UK2O	296 UN 400 UP2O5 4240 UK2O

Non dégradation de la pression azotée en BVAV

Le principe de non dégradation de la pression azotée est respecté sur l'ensemble du plan de gestion des déjections :

Exploitation	AVANT			APRES		
	SAU	Apport total N	Pression N/SAU	SAU	Apport total N	Pression N/SAU
EARL DE QUENEBLAYE	11.86	1105	93.2	11.58	1409	121.7
EARL DE POULFINTY	89.59	17586	196.3	94.68	18166	191.9
TOTAL	101.45	18691	184.2	106.26	19575	184.2

Remarques:

La non dégradation de la pression azotée étant justifiée en azote total ; une prescription viendra compléter le projet d'arrêté préfectoral afin de plafonner la quantité d'azote épandue sur les terres en propre à 121.7 UN/Ha SAU.

Non dégradation de la pression en P2O5

Le principe de non dégradation de la pression phosphore est respecté sur l'ensemble du plan de gestion des déjections :

Exploitation	AVANT			APRES		
	SDN	Apport total P2O5	Pression P2O5/SDN	SAU	Apport total P2O5	Pression P2O5/SDN
EARL DE QUENEBLAYE	8.09	450	56	8.5	476	56
EARL DE POULFINTY	83.66	7305	87	85.4	6638	77.7
TOTAL	91.75	7755	84.5	93.9	7114	75.76

Pression en K2O

EARL DE QUENEBLAYE :

L'exploitant disposera de 8.5 ha SPE (15m des tiers) pour l'épandage de 4240 UK2O, par l'utilisation d'un enfouisseur **soit: 498 UK2O/ Ha** SPE (15m). Une partie de ces effluents est directement épandue par un système d'irrigation ilots 1 et 11 .

EARL DE POULFINTY :

12283 UK2O seront épandues sous forme d'effluents traités sur les terres du prêteur.

Les ilots 1 et 2 (23.38 Ha SPE) sont pourvus d'un système d'irrigation. Compte tenu des informations du PVEF, les épandages seront complétés sur des surfaces extérieures (36.8 Ha SAU - effluent traité), soit 334 UK2O/Ha SAU

6- DEMANDES DE DEROGATION DE DISTANCE :

- Bâtiments

Un établissement piscicole est situé au nord de l'installation de l'EARL DE QUENEBLAYE, à 240m à vol d'oiseau.

Compte tenu des nouvelles règles de distances prévues (arrêté ministériel du 27/12/2013) relatives aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2102 et 3660 de la nomenclature des ICPE, les installations présentées sont désormais à distance réglementaire, puisque situées à plus de 50 m des berges du cours d'eau et plus de 1000m en amont d'une pisciculture.

- Parcelles d'épandage des effluents traités :

Le dossier initial, déposé selon les anciennes règles établies par l'arrêté ministériel du 5/02/2005, prévoit une dérogation de distance afin de permettre l'épandage des effluents à moins de 500m du cours d'eau.

L'ensemble de ces surfaces a déjà fait l'objet d'une préalablement d'une dérogation au titre des épandages vis à vis de la pisciculture.

Or, les nouvelles règles spécifiques aux épandages situés à proximité d'une pisciculture (arrêté ministériel du 27/12/2013) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2102 et 3660 de la nomenclature des ICPE, sont démontrées par le complément joint au dossier le 13/08/2014,. La demande de dérogation de distance initiale n'est plus fondée.

EXPLOITANT	Ilot	Distance au plus près de la pisciculture	Distance ESTIMEE linéaire cours d'eau vers pisciculture	Distance estimée parcelle/cours d'eau	Observations
EARL DE QUENEBLAYE	1	200m	>670m	>50m (Prairie, massif boisé)	Parcelle située en amont de pisciculture + 50m de celui-ci
EARL DE QUENEBLAYE	2	90m	0m	>70m (Prairie, massif boisé)	Parcelle située en aval de la pisciculture
EARL DE QUENEBLAYE	4	120m	>100m	>50m (Prairie, massif boisé)	Parcelle située en aval de pisciculture
EARL DE QUENEBLAYE	5	450m	>1000m	0m	Non épandable Hydromorphe
EARL DE QUENEBLAYE	11	310m	>1000m	>50m (Fossé, route)	l'ilot +1000m de la pisciculture
EARL DE QUENEBLAYE	20	380m	>1000m	>50m (Fossé, route)	Retrait d'une partie de l'ilot en pente au plus près du cours d'eau

Compte tenu de l'évolution réglementaire récente, la demande de dérogation de distance n'est plus justifiée dans le cas présent.

7 - MESURES PRISES POUR SUPPRIMER, LIMITER OU COMPENSER LES IMPACTS DE L'INSTALLATION SUR L'ENVIRONNEMENT

Les enjeux majeurs dans le secteur sont la qualité de l'eau, la prolifération des algues vertes et l'eutrophisation des retenues utilisées pour l'alimentation en eau potable : bassin versant algues vertes du GOUET et zone 3B1.

Les autres impacts possibles de l'installation concernent notamment le bruit, l'impact visuel, la qualité de l'air et les odeurs.

✱ Impact visuel

Les bâtiments en projet seront attenants ou à proximité des bâtiments existants. Le pétitionnaire ne prévoit pas de mettre en place un complément à l'intégration paysagère en justifiant que :

- les nouveaux bâtiments seront masqués de la route par l'intégration déjà présente,
- les matériaux seront choisis afin de permettre une unité de style sur l'ensemble de l'installation,
- la déconstruction d'une partie des bâtiments présents compensera l'impact visuel des nouvelles constructions en rectifiant l'alignement de celles ci par le côté.

La déconstruction des anciens bâtiments vétustes à 90m des tiers va permettre un éloignement des installations à distance réglementaire.

Une prescription viendra compléter le projet d'arrêté sur ce point.

✱ **Impact sur le bruit**

Les habitations des premiers tiers sont situées à 125 m de l'installation existante (fosse couverte) et 140 m des bâtiments en projet.

✱ **Impact sur la qualité de l'air et les odeurs**

Les habitations des tiers les plus proches sont situées à l'est de l'installation (125m), les vents dominants sont sud ouest et est.

L'ensemble des fosses sera couverte ce qui limite les gênes occasionnées par le stockage des effluents.

Ces derniers sont régulièrement acheminés sur le GIE DE LA PLAINE ce qui évite un stockage prolongé des effluents sur le site.

Lors des épandages les distances d'éloignements avec les habitations de tiers seront réalisés soit par rampe à pendillards ou un enfouisseur limitant les émissions d'odeurs.

A noter que le bâtiment d'engraissement projeté sera pourvu d'une ventilation centralisée.

✱ **Etude d'incidence Natura 2000**

L'îlot n°12 de l'EARL DE POULFINTY est situé à l'intérieur de la zone natura 2000 des Landes de LANFAINS.

Aucun effluent en provenance de l'installation ne sera épandu sur cette zone. Une prescription viendra compléter le projet d'AP joint au rapport.

✱ **Impact sur la qualité de l'eau**

Les sources possibles de pollution des eaux superficielles et souterraines sur l'installation sont :

- l'absence d'étanchéité des préfossees et fosses et/ou des capacités de stockage insuffisantes;
- l'absence de rétention sous la cuve à fioul du groupe électrogène. Suite à l'inspection réalisée sur l'installation le 16/07/2014, les exploitants se sont engagés à mettre en place un dispositif de rétention sur cet ouvrage.
- protection du forage : Un forage est situé sur la parcelle 1.2 du pétitionnaire. Une distance de sécurité (non cultivé) de 5mx5m au périmètre de cet ouvrage devra être mise en place.
- Transfert des effluents vers l'unité de traitement,
- Epandage des effluents traités par le système d'irrigation.

Les mesures existantes sur l'installation et présentées dans le dossier sur l'installation sont les suivantes :

- fosses aériennes munies d'un regard pour vérifier l'étanchéité (réseau de drainage) ; (P95)
- capacités de stockage suffisantes ;
- exclusion des terrains proches des cours d'eau, hydromorphe, pentes,

Remarques sur le dispositif de transfert du lisier et les épandages par système d'irrigation :

L'EARL est située à 900m du GIE DE LA PLAINE. Le transfert des effluents se réalise par une canalisation souterraine existante.(Propriété du GIE de la Plaine)

La canalisation est composée de tube PVC (D110), soit un volume utile de 9m3. Selon les précisions communiquées par les exploitants, la résistance du dispositif permet de contenir des pressions de 16 barres.

Les canalisations de transfert des effluents sont propriétés du GIE.

Le suivi des opérations de transfert est visuel. Avant chaque étape de transfert l'exploitant se déplace sur le site du GIE en coordination avec l'exploitation de Madame SAGORIN, autre membre du GIE DES PLAINE.

Au cours de ces opérations qui durent (1 à 2 heures), l'exploitant reste à proximité des installations afin d'intervenir rapidement en cas de dysfonctionnement.

Le système d'irrigation en place est équipé d'un système de sécurité qui coupe automatiquement la pompe en cas de détection de baisse de pression ainsi que de vannes de sécurité.

8 – Meilleures Techniques Disponibles

La directive n°2010/75 du 24 novembre 2010 *relative aux émissions industrielles (« IED »)* vise à prévenir et réduire, dans le cadre d'une approche intégrée, la pollution de l'air, de l'eau et du sol provenant des installations industrielles. Cette directive (anciennement directive IPPC) s'applique à l'EARL DE QUENEBLAYE. Elle impose à l'exploitant de mettre en place des mesures pour prévenir et réduire au minimum l'impact global de l'installation.

L'EARL DE QUENEBLAYE a tenu compte des technologies définies par le BREF "Elevage intensif de volailles et de porcins".

Ces BREF sont déclinés en plusieurs volets : Eau, Energie, Air... Le pétitionnaire a retenu les mesures suivantes :

- maintien d'une alimentation multiphasée avec utilisation de phytases,
- limitation de la consommation en eau : abreuvoirs
- traitement des lisiers,
- épandage avec matériel adapté : pendillards et enfouissement direct,
- présence de doubles vannes sur les fosses extérieures
- ventilation centralisée économe en énergie,
- mise en place d'échangeurs de chaleur air-air ...

9 - AVIS DES SERVICES, DES COMMUNES ET DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

→ La DDTM a émis un avis favorable au projet sous réserve de revoir la répartition des effluents non maitrisable chez le prêteur de terres . Une prescription relative à l'épandage sur céréales sera incluse au projet d'arrêté.

- le nouveau PVEF prévoit des surfaces cohérentes entre l'année N et N-1
- la prise en compte de surfaces pâturées dérobées abaisse la pression au pâturage. Il sera cependant contraint de prévoir l'acquisition de fourrage extérieur (+110T) afin de satisfaire aux besoins du troupeau (90 VL+suite) et éviter tout risque de surpâturage compte tenu de son assolement présenté.

Afin de permettre la non dégradation de la pression azotée sur l'ensemble du plan de gestion des déjections, un nouveau PVEF est transmis le 28/08/2014.

→ L'ARS n'a pas « d'observations particulières à émettre sur le projet ».

→ Le SDIS a émis une note en date du 28/02/2014 complétée par certaines règles à prendre en compte définissant la desserte et la défense incendie extérieure pour les bâtiments agricoles.

Compte tenu de l'absence de présence d'un volume en eau à 200m de l'installation suffisant (30m3) le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre une réserve incendie à moins de 200m des installations.

Une prescription complète le projet d'arrêté sur ce point.

→ Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet.

10 – INSPECTION REALISEE SUR L'INSTALLATION LE 14/07/2014

L'inspection réalisée sur l'installation le 16/07/2014 a permis de prendre en compte :

- la gestion des matériaux déconstruits par le projet : stockage non conforme
- l'absence d'une réserve d'eau à moins de 200m de l'installation,
- le stockage non conforme des hydrocarbures sur le site,
- les techniques d'épandage des effluents traités sur les terres en propre du pétitionnaire.
- L'absence de zone enherbée (5mx5m) sur les abords du forage (ilot n° 1).

En réponse à ces non conformités, l'exploitant s'engage à :

- Mettre en place d'un bac de rétention sous la cuve à fioul du groupe électrogène ,
- Réaliser le stockage conforme des matériaux amiantés présents et à venir sur l'installation (filmés, identifiés, palettisés)
- Réaliser l'épandage des effluents traités par l'utilisation d'un enfouisseur afin de disposer de 8.5 Ha SPE.
- Réaliser une réserve incendie de 120m3.

Considérant :

- que les capacités réglementaires et agronomiques de stockage des effluents sur l'exploitation sont suffisantes,
- la demande de mise à jour des flux traités par le GIE DE LA PLAINE,
- le plan de gestion des déjections proposé,
- les nouvelles constructions à plus de 100m des tiers,
- l'ensemble des mesures proposées par l'exploitant suite à la visite sur place de l'installation,
- l'avis favorable du commissaire enquêteur,
- la demande de mise à jour des flux traités par le GIE DE LA PLAINE en cours d'instruction,

Compte tenu de ses considérations, je vous propose d'émettre un avis favorable à la demande du pétitionnaire sous réserve des prescriptions incluses dans le projet d'arrêté suivant :

ARTICLE1 : BENEFICIAIRE et PORTEE DE L'AUTORISATION

L'EARL DE QUENEBLAYE, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé à SAINT BRANDAN au lieu-dit « Queneblaye », est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3909 places pour animaux équivalents (P.A.E) et 2550 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg).

ARTICLE 2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Art. 2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A E	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité volume autorisé
3660	b	A	Elevage intensif	emplacements pour les porcs de production	Nombre total d'emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	>200 0	1 place = 1 emplacement	2550	Emplacements
2102	1a	A	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Classé au titre de la rubrique 3660	>450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré < 30kg = 0,2 AE Porcs à l'engrais et jeunes femelles = 1 AE	3909	AE

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2- Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Prescription à ajouter pour tout ICPE IED

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Elevage intensif de volailles ou de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Elevage intensif de volailles et de porcins" de juillet 2003.

Art. 2.3 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
SAINT BRANDAN	Porcin	ZS	212-213-214-215-216-217

Art. 2.4. Effectifs autorisés

Type de production	Place Animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou Production annuelle (Porcelets, Porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	1035	313	280
Porcs charcutiers (>30kg)	2550	2550	7670
Porcelets	310	1500	7830
Quarantaine	14		

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE DE PORCS

3.1. - Alimentation biphase :

3.1.1. - L'alimentation biphase, avec adjonction de phytases sera maintenue à compter de la date du présent arrêté. Concernant les porcheries à créer de 45 places de truies gestantes et 5 verrats (Bâtiment n°3) et de 1870 places engraissement (bâtiment n°4), l'alimentation biphase avec phytases sera mise en place dès la mise en service de ce bâtiment.

3.1.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

3.2. - Sécurité :

3.2.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie EUROCLASSE D au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

3.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

3.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

3.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, une réserve d'eau contre l'incendie d'une capacité minimum de 120m³ dans un délai de 6 mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral.

3.2.6 – La mise en place d'un dispositif de rétention dans le local de stockage des hydrocarbures devra être réalisé dans un délai de 3 mois à compter de la signature de l'arrêté.

Article 4 - Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

4.1. 95 % des déjections produites sur l'installation soit 6695m³ de lisier brut correspondant à 26537 unités d'azote et 15369 unités de phosphore seront prises en charge par le GIE DE LA PLAINE dont le l'EARL DE QUENEBLAYE est membre.

4.2. - Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, **un cahier d'enlèvement sera tenu à jour** par l'éleveur avec la date et la quantité de lisier enlevé. Tous ces transferts seront consignés sur des bordereaux.

4.3. – En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur des installations classées sera immédiatement prévenu.

4.4 - L'ilôt n°12 de l'EARL DE POULFINTY est situé à l'intérieur de la zone natura 2000 des Landes de LANFAINS.

Aucun effluent en provenance de l'installation de l'EARL DE QUENEBLAYE ne sera épandu sur cet ilôt.

4.5. – Quantité d'azote totale épandue sur les terres de l'EARL DE QUENEBLAYE

La quantité d'azote totale (organique et minérale) épandue sur les terres du plan d'épandage exploitées en propre ne devra pas être supérieure à 121.7 UN/Ha SAU

Article 5 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

5.1. - Les lisiers bruts porcins avant traitement seront stockés dans des fosses d'un volume total de 4516m³ utiles.

5.2.- Compte tenu de la conformation de certaines parcelles épandables, le pétitionnaire prendra toutes les mesures nécessaires afin de permettre le respect des distances réglementaires lors de la réalisation de ces opérations.

5.3.- L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service. (Enfouisseur)

5.4 - Tous les transferts d'effluents vers l'EARL DE POULFINTY (bruts et traités) seront consignés sur des bordereaux.

Article 6 : Prescription particulière concernant la remise en état du site:

La déconstruction partielle de l'atelier P1 pour 1274 places engraissement sur le site "Queneblaye" à SAINT BRANDAN sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés et déconstruits dans un délai maximal de trois mois la mise en service des nouvelles installations.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Article 7 - Prescription particulière concernant l'évacuation des déchets amiantés:

L'exploitant devra respecter toutes les dispositions du livre V titre 4 du code de l'environnement concernant la gestion des déchets amiantés.

Article 8 : Prescriptions particulières relatives aux forages existants :

Le forage existant sur la parcelle ZE n°212 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser ces ouvrages sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête des forages doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête des forages ;
- les forages ne doivent pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, les ouvrages seront abandonnés. Il seront comblés par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

SIGNE

SIGNE

***Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
Vu et transmis le 11 septembre 2014***

L'Inspecteur des Installations Classées

***Le responsable du pôle
Instruction élevages***

Yannick CORNEC

JOURNAY Mickaël